



PREFET DE LA HAUTE-MARNE

**ARRETE N° 619 du 7 JAN. 2015**

**Portant mise en demeure la société SOREMO implantée sur le territoire des communes de Chaumont et de Villiers-le-Sec de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°3030 du 1<sup>er</sup> décembre 2010 autorisant l'exploitation d'une fonderie d'aluminium**

**Le Préfet de la Haute-Marne,**

**VU** le code de l'environnement, Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** le code de l'environnement, Livre I - partie législative et notamment l'article L.171-8 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°3030 du 1<sup>er</sup> décembre 2010 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une fonderie d'aluminium par la Société SOREMO sur le territoire des communes de Chaumont et de Villiers-le-Sec ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2655 du 16 décembre 2014 prescrivant la mise en œuvre des remèdes relatifs à la gestion des eaux pluviales souillées du site SOREMO implanté sur le territoire des communes de Chaumont et de Villiers-le-Sec ;

**VU** l'arrêté ministériel du 07 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 2014, suite à des visites d'inspection effectuées les 14 et 20 novembre 2014,

**CONSIDERANT** que l'inspection des installations classées a constaté lors des visites d'inspection des 14 et 20 novembre 2014 que les eaux usées domestiques du site rejoignent le réseau de collecte des eaux pluviales ;

**CONSIDERANT** de ce fait que les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 07 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ne sont pas respectées ;

**CONSIDERANT** que l'inspection des installations classées a constaté l'entreposage de déchets broyés et triés issues de l'installation de broyage ainsi que des boues de curage issues du bassin de décantation sur site depuis plus d'un an ;

**CONSIDERANT** que le non respect de ces dispositions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Marne,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société SOREMO, située dans la zone industrielle de la Dame Huguenotte sur le territoire des communes de Chaumont et de Villiers-le-Sec (52000) et dont le siège est situé 941 Chemin des Cailloux 69390 CHARLY, est mise en demeure pour les installations qu'elles exploitent sur la zone industrielle de la Dame Huguenotte de se conformer aux dispositions définies aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Sous un délai de six mois, l'exploitant est tenu de mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif pour le traitement de ces eaux usées sanitaires.

### **Article 3 :**

Sous un délai de six mois, l'exploitant est tenu de traiter en interne ou d'évacuer dans une installation dûment autorisée l'ensemble des déchets broyés et triés issus de l'installation de broyage ainsi que les boues de curage issues du bassin de décantation présents sur le site depuis plus d'un an.

### **Article 4 :**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 5 :**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et de un an pour les tiers à partir du jour de la notification du présent arrêté.

### **Article 6 :**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Marne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne-Ardenne chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SOREMO, et dont une copie sera adressée pour information aux Maires de Chaumont et de Villiers-le-Sec.

Jean-Paul CELET

Chaumont, le -7 JAN. 2015